

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
23 juin 2022
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-seizième session
Point 44 de l'ordre du jour
Question de Chypre

Conseil de sécurité
Soixante-dix-septième année

**Lettre datée du 22 juin 2022, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent de la Türkiye
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre datée du 21 juin 2022, qui vous est adressée par le représentant de la République turque de Chypre-Nord, Mehmet Dânâ (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 44 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent
(*Signé*) Feridun H. Sinirlioğlu



**Annexe à la lettre datée du 22 juin 2022 adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
de la Türkiye auprès de l'Organisation des Nations Unies**

La partie chypriote grecque continuant d'exploiter le fait que la partie chypriote turque ne soit pas représentée dans les instances internationales, je me vois dans l'obligation de vous écrire en réponse aux propos tenus par le représentant chypriote grec à la séance du Conseil de sécurité qui s'est tenue le 25 mai 2022, consacrée au rapport le plus récent du Secrétaire général sur la protection des civils en période de conflit armé ([S/2022/381](#)), durant laquelle les faits juridiques et historiques concernant Chypre ont été à nouveau déformés de manière éhontée.

La guerre en Ukraine nous rappelle une fois de plus une sinistre réalité : les civils sont les principales victimes des conflits armés. Le peuple chypriote turc ne connaît que trop bien les conséquences d'une agression contre les populations civiles, puisqu'il a lui-même subi une campagne de nettoyage ethnique (le plan Akritas) aux mains d'éléments armés chypriotes grecs et grecs de 1963 à 1974, dont l'objectif ultime était l'annexion de l'île à la Grèce (*enosis*). Or, c'est cette violence de grande ampleur qui a nécessité le déploiement par le Conseil de sécurité de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP) en 1964 afin de mettre un terme au bain de sang et aux atrocités perpétrés contre les Chypriotes turcs.

Dans ses propos sur les « personnes déplacées » à Chypre, le représentant chypriote grec a comme par hasard omis de signaler que cette question remonte à 1963, date à laquelle les Chypriotes turcs de l'île, craignant pour leur vie, ont dû fuir leur foyer pour échapper à l'offensive des Chypriotes grecs, qui a duré 11 ans. De nombreux Chypriotes turcs et Chypriotes grecs ont été déplacés en 1974 en raison du coup d'État organisé par les Grecs et les Chypriotes grecs et de ses conséquences, mais la question des personnes déplacées a été réglée par l'accord sur le transfert volontaire de population conclu entre les deux parties lors de la troisième série de pourparlers, tenue à Vienne en 1975. Celui-ci a été appliqué sous la supervision de l'UNFICYP et il est clairement fait mention de l'accord comme de son application dans des documents de l'Organisation des Nations Unies portant sur le sujet ([S/11789](#) du 5 août 1975, [S/11789/Add.1](#) du 10 septembre 1975). Concernant ses propos sur les personnes disparues, j'aimerais rappeler que c'est une question qui touche tant les Chypriotes turcs que les Chypriotes grecs. Du côté chypriote turc, nous faisons tout notre possible sur cette question humanitaire en participant et en contribuant de manière constructive aux travaux du Comité des personnes disparues afin que ce dernier puisse s'acquitter avec succès de son mandat. Malgré cette position humanitaire de la partie chypriote turque, le seul objectif de la partie chypriote grecque, hélas, est de politiser cette question humanitaire à des fins de propagande politique devant les instances internationales, dont l'ONU, plutôt que de participer de manière constructive avec la partie chypriote turque aux travaux du Comité.

Le représentant de la partie chypriote grecque, qui tente de s'ériger en défenseur des droits humains individuels et collectifs et des libertés fondamentales, passe paradoxalement sous silence la plus grave violation des droits humains commise sur l'île, à savoir l'isolement injuste et inhumain que sa propre administration a imposé au peuple chypriote turc. Cet isolement total va du refus de reconnaître au peuple chypriote turc le droit d'être représenté sur la scène internationale, y compris dans les manifestations culturelles, universitaires et sportives, à l'interdiction et à la limitation des voyages à l'étranger et des communications avec le monde extérieur, en passant par la restriction des relations commerciales avec d'autres pays. Je voudrais saisir cette occasion pour réaffirmer que l'isolement injuste imposé au peuple chypriote turc est le principal élément qui empoisonne les relations entre les deux parties et leurs peuples et empêche ainsi de parvenir à un règlement négocié sur l'île.

Il s'ensuit que les propos trompeurs tenus par le représentant chypriote grec ne sont pas étayés par des faits juridiques et historiques relatifs à l'île. C'est dans cet esprit que nous exhortons la partie chypriote grecque à cesser sa rhétorique hostile et à choisir la voie de la réconciliation et de la coexistence pacifique avec le peuple chypriote turc, en mettant à profit la nouvelle proposition que nous avons faite, visant à trouver un accord de coopération librement négocié et mutuellement acceptable de la question de Chypre, fondé sur l'égalité souveraine et l'égalité de statut international des deux États de l'île.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 44 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant de la République turque de Chypre-Nord
(Signé) Mehmet **Dânâ**
